

Aminata D. Traoré

Pour M. Dombowski

Dans le récent discours de développement, il y a eu beaucoup d'emphase sur la «propriété de pays». Dans quelle mesure pensez-vous que les gouvernements des pays sous-sahariens sont vraiment «dans le siège du conducteur», c'est-à-dire leur propre maître et dans quelle mesure dépendent-ils des directives des gouvernements de donateurs ?

La notion d'appropriation trahit le fait que le développement dont il s'agit dans les rapports Nord-Sud actuels est un produit importé, à adopter et à revendiquer par les pays bénéficiaires. L'insistance de la communauté internationale sur cette notion vise à corriger la tare congénitale qui caractérise « le processus du développement », c'est-à-dire son caractère non concerté. La perte d'initiatives et de contrôle de l'Afrique quant aux questions majeures qui engagent le destin des Africains est totale. Loin d'être des conducteurs autonomes d'un processus de transformation économique, sociale, politique et culturelle dont les tenants et les aboutissants sont clairs pour leurs peuples, les gouvernants africains sont les éternels élèves des Nations riches et des institutions internationales de financement.

Il y a une locution anglaise qui dit «He who pays the piper calls the tune» (celui qui paye le joueur de flûte a le droit à la mélodie). En allemand, il y a une locution pratiquement identique.

- Est-il concevable que cette locution ne s'applique pas à la coopération de développement, dont les pays donateurs fournissent les fonds?

- Est-ce que cela ne signifie pas que les fonds d'aide doivent être distribués «sans cordes jointes», c'est-à-dire sans conditions?

L'expression bamanan correspondant dit que « la main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit ». La coopération au développement n'échappe pas à cette règle. à travers les conditionnalités, les pays donateurs s'octroient la latitude de décider, de juger, de récompenser ou de sanctionner. Ce faisant, ils faussent le jeu démocratique qui devrait être le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Une aide au développement respectueuse de nos droits politiques devrait être, avant tout une offre de coopération qui répond à une demande clairement formulée, à partir des besoins véritables des populations, au lieu d'être fonction des intérêts des entreprises des pays donateurs et des élites africaines au pouvoir.

Le seul et véritable contrôle qui devrait être requis pour un meilleur usage des ressources est celui des citoyens-électeurs. Cette exigence n'a rien à voir avec la nébuleuse de la « bonne gouvernance » qui vise plus à rassurer les éventuels investisseurs étrangers qu'à protéger les droits économiques, sociaux et culturels des Africains

Le personnel de la Banque Mondiale dit de temps en temps que ce qu'ils font est à 80 % identique avec l'adaptation structurelle. Comment évaluez-vous le rapport entre les gouvernements des pays de cible et les institutions de Bretton Woods aujourd'hui?

Les relations entre les institutions de Bretton Woods et les pays emprunteurs d'Afrique n'ont rien de démocratiques. Nos gouvernants ne traitent pas avec des partenaires qui les écoutent et les respectent, mais avec des institutions qui sont juges et parties.

La notion de « bon » et de « mauvais » élève est le parfait reflet de cette situation. Le drame est qu'il ne coûte rien au FMI et à la Banque mondiale de se tromper de diagnostic et de solutions. Quand il leur arrive de reconnaître leurs erreurs, ils les considèrent comme des accidents de parcours qui ne nécessitent pas la remise en cause du dogme néolibéral. Ce sont des populations africaines qui, la plupart du temps, ignorent jusqu'à l'existence de ces institutions, qui, en plus du fardeau de la dette, paient pour leurs conseils souvent erronés. C'est profondément injuste.

Pendant presque une décennie les institutions donateurs ont souligné l'importance du bon gouvernement. Les agences de développement demandent de promouvoir un meilleur régime.

- Dans quelle mesure diriez-vous qu'elles ont du succès?
- Et dans quelle mesure les agences étrangères peuvent-elles contribuer à l'amélioration des institutions domestiques?

Le chantage des bailleurs de fonds à la bonne gouvernance est une manière de fermer les yeux sur la nature inadaptée des politiques économiques mises en œuvre, pour mettre l'accent sur la moralité des gouvernants. Alors que les populations ne sont pas concertées quant aux décisions macro-économiques, les bailleurs de fonds leur demandent de jouer aux « chiens de garde », en veillant sur la bonne marche des affaires.

La gestion rigoureuse des ressources financières, qui est une impérieuse nécessité devrait être d'abord une exigence des citoyens-électeurs et non celle de bailleurs de fonds qui font partie du problème. Il s'agit de promouvoir une justice soucieuse et respectueuse de nos droits humains et non de rassurer des investisseurs potentiels.

Pour les états échoués ou fragiles, l'idée du gouvernement domestique en charge est évidemment problématique. Mais peut-être qu'il y a quelques «good performers» (bon interprètes) qui à votre avis ont trouvé une ligne de conduite indépendante et couronnée de succès et qui ont réussi de recevoir le soutien des donateurs pour leurs programmes.

- Quels sont ces pays?
- Qu'est-ce qui les distingue des autres pays?
- D'autre part, s'ils ne se distinguent pas, pourquoi?

Je conteste la notion d'Etats faibles et préfère celle d'Etats fragilisés à celui d'Etats fragiles, qui cache le processus de la fragilisation. Je refuse par la même occasion de me référer aux critères des « donateurs », à partir du moment où ils n'admettent pas que la véritable faillite est celle du modèle économique dominant dans nos pays et à bien des égards en Occident.

Dans l'état actuel des choses, tous les pays africains qui poursuivent des réformes néolibérales sont piégés. Si succès il y a, il est superficiel, sans ancrage dans le tissu social et économique mais tiré par des financements extérieurs qui récompensent les « bons élèves ».

Les donateurs argumentent qu'en coordonnant leurs moyens, ils peuvent augmenter leur influence sur les pays de cible. À quelle mesure est-ce que cela signifie que les gouvernements bénéficiaires ont plutôt moins que plus de possibilités politiques? Après-tout ils sont confrontés à la situation tout ou rien ...

Les donateurs se trompent de diagnostic quant aux insuffisances de l'aide au développement et, par conséquent, de solutions. L'aide au développement n'a pas servi les populations tant en raison de son volume qui n'a pas atteint les fameux 7% que du fait des conditionnalités dont elle est assortie et de la mauvaise gestion.

Par ailleurs, on en vient toujours à la prédominance des intérêts des Occidentaux qui ne font rien pour rien. L'aide liée demeure une réalité. Avec la mondialisation néolibérales, les pays riches voudraient que leur « aide » à l'Afrique favorise le commerce, même si celui-ci est en notre défaveur.

Selon votre expérience, est-ce que les différent groupes de travail dans les capitaux de pays bénéficiaires sont utiles au travail? Ou-bien est-ce qu'ils compliquent les procédures bureaucratiques la plu part du temps et se mêlent à la politique domestique?

J'ai dû renoncer à une subvention de moins de deux mille euros de la part d'une Ambassade européenne dans mon pays parce que l'une des conditionnalités d'obtention de cette aide était d'afficher dans les rues d'un quartier défavorisés, des pancartes qui disent l'origine de ce fonds. Imaginez un environnement où les moindres contributions extérieures sont ainsi signalées. Ce serait laid et quelque peu humiliant pour des récipiendaires. Les riches oublient qu'il y a mille manières de dire « merci » et qu'il n'est pas nécessaire d'exiger de ceux qui reçoivent des signes matériels de reconnaissance. Nous vivons malheureusement à une époque où la psychologie des bénéficiaires importe peu pour la plupart des donateurs.

Dans quelques pays, les donateurs financent déjà le budget national.

Quelques experts avertissent que cette pratique pourrait mener a une culture incluse de dépendance, dans laquelle le gouvernement bénéficiaire n'a aucun

intérêt d'augmenter les revenus domestiques pour devenir économiquement indépendant. Quel est votre avis?

Ces experts ont raison s'il s'agit de privilégier la logique infernale de la croissance pour la croissance, sans incidence sur le vécu des populations. Au Mali, nous étions fiers il y a quelques années d'afficher un taux de croissance de 5% dû aux effets immédiats de la dévaluation du franc CFA et du cours élevé du coton. A présent, nous sommes dans l'impasse du fait des subventions accordées par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Européenne à leurs producteurs de coton. Pour l'heure, notre priorité est de VIVRE et de ne pas être contraint à l'exil, c'est-à-dire à émigrer étant donné l'humiliation et le racisme qui nous attendent au terme du voyage.

J'entends par VIVRE, la juste rémunération de nos matières premières, la liberté de décider des modalités et du rythme de l'ouverture de nos marchés, la latitude de transformer localement ne serait-ce qu'une partie de nos ressources naturelles, de disposer de revenus décents qui nous permettent de faire face à nos besoins alimentaires, à l'éducation de nos enfants, aux soins de santé.

Ce sont tous ces droits légitimes qui sont, sans cesse, bafoués dans le cadre d'une coopération au développement qui oblige l'Afrique à s'ouvrir, ici et maintenant, au marché mondial.